

Les jeunes face à l'Europe

par Dusan Sidjanski

Chargé de cours à l'Université de Genève

Dans notre esprit, l'idée d'une Europe unie, semble naturellement liée aux aspirations et aux intérêts de la jeunesse. Cette intuition ou ce souhait apparaît logique. En effet, l'Europe unie concerne au premier chef les jeunes : d'une part, elle offre de nouvelles possibilités et propose de nouveaux objectifs ; d'autre part, elle implique une série de décisions ou de réalisations dont les effets perceptibles dans l'immédiat pèseront encore bien plus lourdement dans l'avenir. Il serait donc normal qu'à ce double titre, l'idée européenne éveille avec force particulière l'intérêt des jeunes. Or, à quelques exceptions près, les jeunes demeurent assez indifférents aux problèmes européens. Telles sont du moins les conclusions qui se dégagent d'une récente enquête effectuée en Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas¹. A savoir les pays dont les citoyens, du fait de leur participation au Marché Commun, devraient être les plus sensibles.

Malgré ces « données chiffrées » qui d'ailleurs ne reflètent qu'une vue statique, je voudrais suggérer quelques aspects de l'intégration européenne qui méritent toute l'attention des nouvelles générations. Si dans leur propre pays la majorité des jeunes se désintéresse des affaires politiques c'est, entre autres, parcequ'ils se sentent impuissants à changer la société ou à lui assigner de nouveaux buts. Ils semblent se résigner à vivre sans danger dans cette « société d'abondance ». En gros, les conditions actuelles engendrent le fatalisme, le conformisme ou le laisser-aller. Rien de tel dès que du plan national on se tourne vers le mouvement d'intégration. A ce niveau, les structures sociales figées dont les transformations lentes sont voilées par les habitudes et les institutions nationales commencent à bouger. Le mouvement d'intégration aux visées politiques mais à contenu économique s'est emparé de ces structures. Avec le temps et le progrès de l'intégration, les changements deviennent plus amples et plus évidents. De plus, les facteurs qui en fait transforment les conditions d'exercice des pouvoirs démocratiques dans divers pays apparaissent en relief au plan européen : les forces sont mises à nu et les problèmes longtemps écartés sont éclairés d'un jour

¹ Sondages, No 1, 1963

perçant. N'est-ce pas là une opportunité pour la jeunesse de contribuer à édifier une société nouvelle ?

Lorsqu'on construit une maison ou crée une entreprise, rien de plus normal que de recourir à des études, à des plans précis. Par contre, on estime tout aussi normal de laisser au hasard la construction d'une communauté d'Etats européens.

En effet, l'intégration européenne se poursuit selon les besoins des uns et les caprices des autres, mais sans idées directrices claires. Ceux qui par leurs fonctions ou leurs efforts participent à cette construction se vouent essentiellement à des tâches immédiates et réalisables : ils élaborent une communauté économique ou une zone de libre échange. Ceux qui d'autre part étudient et observent se cantonnent surtout dans le domaine des faits. La tâche essentielle est négligée : définir les objectifs de l'Europe unie, étudier les modalités de leur réalisation et les conditions d'une démocratie européenne. Voilà les questions vitales qui s'imposent à l'attention des jeunes qui, eux, seront fort probablement appelés à vivre dans une société européenne.

Quels pourraient être les objectifs à long terme d'une Europe unie ?

En laissant de côté les motifs bien connus de défense et de prospérité, il serait bon de s'orienter vers des buts constructifs et plus exaltants. Parmi ceux-ci, on peut citer un objectif qui constitue le thème central de la Conférence Internationale sur le Commerce qui se tient à Genève : aide aux pays en voie de développement. Dans le cadre européen, cette aide exige certes une action coordonnée de la part des gouvernements et des entreprises privées. Mais ne deviendrait-elle pas bien plus efficace grâce à l'apport des jeunes ? Dans certains pays, en Belgique par exemple, ils ont déjà la possibilité d'opter pour un stage d'assistance dans les régions pauvres en remplacement de leur service militaire. Ne pourrait-on pas envisager la création d'un service d'aide européen en s'inspirant des exemples encore partiels et insuffisants ? De cette manière l'aide dont on parle tellement cesserait d'être une abstraction exprimée en pourcentages des revenus nationaux pour devenir une réalité vécue par la jeunesse.

En politique interne, les problèmes ne sont pas moins passionnants. Ainsi par exemple la question de la formation des jeunes et de la mobilisation générale des intelligences est inscrite en bonne place à l'ordre du jour. Comment assurer la promotion des meilleurs ? par quels moyens égaliser les chances au départ ? Comment quantupler les bourses d'études et favoriser l'établissement de fondations ? De quelle manière stimuler la recherche ? Ce sont autant de questions fondamentales auxquelles on n'a pas apporté de solutions au plan national. Dans ce secteur aussi l'Europe en voie d'union pourrait fournir des moyens

d'action nouveaux que les Etats ont beaucoup de peine à mettre en œuvre.

C'est là d'ailleurs une des raisons de vouloir l'union qui ouvre la possibilité aux innovations difficiles à réaliser au plan national.

D'une manière aussi pressante, l'intégration soulève de nombreux problèmes de structures politiques et d'organisation sociale. Ces problèmes ne sont pas nouveaux. Mais longtemps cachés sous les routines et structures nationales ils apparaissent à la surface européenne par l'effet même du mouvement de l'intégration.

Avec le temps d'ailleurs, ils deviendront de plus en plus aigus : les décisions immédiates pèseront plus directement sur les politiques nationales ; les structures nouvelles tendront à se substituer aux structures actuelles. C'est une constatation banale dont il résulte que les transformations et décisions présentes engagent et compromettent l'organisation politique de demain.

Dans l'intégration économique ce sont évidemment les forces économiques et les éléments technocratiques qui se manifestent au premier plan. Ainsi les facteurs qui déforment le système démocratique national occupent, faute d'autorité politique européenne, une place prédominante dans l'Europe en gestation. En effet, les groupes de pression, les « eurocrates », les techniciens comblent par leurs décisions le *vide politique*. Au lieu d'insérer leurs actions dans un cadre défini par le pouvoir politique, certains corps spécialisés, à intérêts particuliers, accomplissent des fonctions globales, c'est-à-dire politiques, préjugant et préfigurant ainsi la forme de la démocratie européenne.

C'est dire que à notre avis, les grands problèmes nous guettent dès maintenant : quel devra être le rôle et la structure des groupes de pression dans une Europe-Unie ? Car en effet il semble légitime de se demander si l'existence de groupements puissants et centralisés sera compatible avec le fonctionnement d'une démocratie de type fédératif ; ne faudra-t-il pas leur opposer un exécutif fort ? Dans le même ordre d'idées, on sera confronté avec les questions d'équilibre entre groupements patronaux, syndicats de travailleurs, de cadres et associations de consommateurs ainsi qu'avec celle de leur participation à la direction de la vie politique et économique.

De même, dans cette société complexe, on sera amené à envisager une fonction de planification démocratique, c'est-à-dire définie et exécutée par la libre adhésion. De là, à se poser la question de la compatibilité de cette fonction et du fédéralisme il n'y a qu'un pas. Et ainsi de fil en aiguille, on mettra en question les structures et la forme de la démocratie européenne. Ces quelques exemples permettent, nous l'espérons, de mieux comprendre la portée des transformations que prépare insensiblement le mouvement d'intégration. Peut-être aussi aideront-ils les Européens à prendre conscience des options fondamentales dont

l'échéance approche. Cette prise de conscience pourrait à son tour stimuler la participation des jeunes : ceux-ci plus que jamais ont la possibilité de contribuer activement à modeler la société européenne de demain.

Correspondances

Conférence de presse du Ministre de l'industrie de Cuba, le commandant Ernesto Che Guevara

De notre correspondant à la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement : Michel Musy

Récemment a siégé à Genève la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, qui réunissait 122 pays pour discuter des problèmes des échanges internationaux et qui s'est efforcée d'en établir de nouvelles bases, plus justes et plus effectives pour les pays en voie de développement. Dans le cadre de cette conférence, qui représente le premier effort à l'échelle mondiale, le délégué cubain le Commandant Ernesto « Che » Guevara a tenu une conférence de presse. Siégeant au milieu de ses interprètes, le sourire épanoui, le cigare cubain à la main, arborant son fameux battle-dress, il a répondu à une centaine de journalistes, dont plusieurs américains. S'il faut faire le bilan de cette conférence, on pourra dire que le ministre anglais n'a pas apporté des grandes révélations aux journalistes, se contentant d'éluder des questions trop précises. Il a souvent fait rire l'assemblée par sa façon de répondre en des termes contingents et avec un vocabulaire typique des « pays frères dans le socialisme », en attaquant l'« impérialisme yankee » notamment.

Voici quelques questions posées au ministre de Fidel Castro :

Question : En ce qui concerne le blocus économique de Cuba, avez-vous un plan pour l'évincer totalement ?

Réponse : Il dépend notamment de plusieurs pays réunis dans cette conférence de bien vouloir faire les démarches nécessaires pour une normalisation de cette situation. En ce qui nous concerne nous pouvons